Challenges (Jeudi 8 novembre 2007)

Challenges

RECHERCHE *La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, lance une phase d'évaluation du dispositif.*

Les pôles de compétitivité souffrent de leur profusion

Passé l'euphorie des premiers temps, voici l'heure du bilan pour les « pôles de compétitivité », ce dispositif imaginé sous le gouvernement Raffarin afin de rapprocher les entreprises des centres de recherche. Le 9 novembre, Christine Lagarde sera à Sophia-Antipolis, près de Nice, pour inaugurer la 3e édition du Forum annuel des pôles de compétitivité. La ministre de l'Economie devrait donner le coup d'envoi d'un grand processus d'évaluation. Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur lors de la mise en place des pôles mi-2005, avait plaidé contre la « *vision comptable* » d'une élite resserrée de centres d'excellence. Résultat : l'Etat a fait plaisir aux élus et attribué pas moins de 71 labels « pôle de compétitivité » pour un total de 1,5 milliard d'euros de financement public. Un maquis de bonnes volontés qui cachent de fortes disparités.

« *Les pôles qui fonctionnent le mieux sont ceux qui bénéficient d'un historique de collaboration poussée entre les acteurs locaux* », constate Thierry Weil, chercheur à l'Ecole des mines. Les agglomérations de Rhône-Alpes font figure de bonnes élèves avec le Biopôle de Lyon, centré sur la santé, et Minalogic, à Grenoble, spécialisé dans les nanotechnologies. Le site grenoblois, dont les origines remontent à 1960, est considéré comme un pionnier et un modèle. « *L'organisation en pôles a permis d'enrôler de nouvelles PME iséroises, et de renforcer les coopérations avec les labos publics* », se félicite son délégué général, Nicolas Leterrier. A l'image de Minalogic ou de System@tic (logiciels complexes) en région parisienne, les pôles dits mondiaux, ou à vocation mondiale, concentrent l'essentiel des projets et des financements (*voir graphique ci-contre*).

PME absentes

Chez les plus petits, le label a aussi des effets vertueux en facilitant le dialogue entre responsables privés et publics. Le pôle nucléaire de Bourgogne a ainsi concrétisé la création de formations destinées à répondre aux besoins de main-d'œuvre d'une filière en plein renouveau. Certains multiplient les projets, comme Capenergies (énergies renouvelables) en Paca. « *L'évaluation devrait permettre d'identifier des perles parmi les nombreux pôles purement nationaux, mais beaucoup ne fonctionnent pas correctement* », observe toutefois Jacky Lintignat, de KPMG. Exemple avec la filière équine de Normandie, qui semble plutôt répondre à un objectif d'aménagement du territoire. Des sites aux thématiques proches (secteur alimentaire ou transports) auraient intérêt à se regrouper pour atteindre une taille critique.

Enfin, beaucoup souffrent du faible poids des PME. « *En créant les pôles selon une logique territoriale, les décideurs ont parfois mis la charrue avant d'avoir des bœufs assez musclés*, estime Guillaume Guidoni, économiste à la Société générale. *Une sélection naturelle va s'opérer.* » Elle n'aura pas lieu avant les municipales, les conclusions de l'audit étant attendues à l'été 2008. **D. B.**

Beaucoup de petits pôles ne fonctionnent pas correctement. Ils auraient intérêt à se regrouper pour gagner en taille et en lisibilité. A terme, un certain nombre d'entre eux devrait disparaître.